

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Germain-de-Grantham

Code géographique : 49048

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Lemoine, atteste la véracité du rapport financier
de Saint-Germain-de-Grantham pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

Date

2018-05-13

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham,

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham (la « municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons à la direction notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

FBL s.e.n.c.r.l.
Société de comptables professionnels agréés
Drummondville, Québec

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A103309

DATE 2019-05-13

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus				
Taxes	1	5 127 419	5 154 761	5 090 072
Compensations tenant lieu de taxes	2	55 000	71 223	65 913
Quotes-parts	3			
Transferts	4	288 488	5 114 581	3 895 493
Services rendus	5	244 550	383 413	290 875
Imposition de droits	6	135 000	247 672	390 677
Amendes et pénalités	7	8 500	8 467	15 617
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	34 000	85 336	54 475
Autres revenus	10	5 000	533 842	(111 954)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	5 897 957	11 599 295	9 691 168
Charges				
Administration générale	14	800 195	863 508	751 202
Sécurité publique	15	952 130	1 003 042	938 771
Transport	16	787 780	2 171 767	1 351 105
Hygiène du milieu	17	989 674	1 567 226	1 484 828
Santé et bien-être	18	4 617	6 206	5 058
Aménagement, urbanisme et développement	19	280 691	195 286	152 793
Loisirs et culture	20	668 183	737 683	576 509
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	357 615	423 064	396 516
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	4 840 885	6 967 782	5 656 782
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 057 072	4 631 513	4 034 386
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		22 805 308	18 770 922
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		22 805 308	18 770 922
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		27 436 821	22 805 308

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 042 021	3 754 025
Débiteurs (note 5)	2	9 866 485	6 635 806
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	11 908 506	10 389 831
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 683 462	3 358 649
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	898 114	977 374
Revenus reportés (note 12)	12	49 583	45 225
Dette à long terme (note 13)	13	15 036 582	14 221 557
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	19 667 741	18 602 805
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(7 759 235)	(8 212 974)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	34 198 188	30 135 719
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	846 563	846 563
Stocks de fournitures	19	89 302	36 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	62 003	
	21	35 196 056	31 018 282
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	27 436 821	22 805 308

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 057 072	4 631 513	4 034 386
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	99 250 ) (	5 492 015 ) (	4 545 366)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 417 998	1 357 729
(Gain) perte sur cession	5		11 548	161 017
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(99 250)	(4 062 469)	(3 026 620)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(53 302)	7 039
Variation des autres actifs non financiers	10		(62 003)	70 413
	11		(115 305)	77 452
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	957 822	453 739	1 085 218
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(8 212 974)	(9 298 192)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(8 212 974)	(9 298 192)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(7 759 235)	(8 212 974)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 631 513	4 034 386
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 417 998	1 357 729
Autres			
- Perte sur cession	3	11 548	161 017
-	4		
	5	6 061 059	5 553 132
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 230 679)	(3 266 248)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(266 661)	(246 834)
Revenus reportés	9	4 358	(112 925)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(53 302)	7 039
Autres actifs non financiers	13	(62 003)	70 413
	14	2 452 772	2 004 577
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(5 304 614)	(3 610 675)
Produit de cession	16		
	17	(5 304 614)	(3 610 675)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 910 000	225 800
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 143 296)	(1 119 734)
Variation nette des emprunts temporaires	25	324 813	3 358 649
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	48 321	44 843
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 139 838	2 509 558
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(1 712 004)	903 460
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 754 025	2 850 565
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	3 754 025	2 850 565
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	2 042 021	3 754 025

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de St-Germain-de-Grantham est un organisme municipal existant en vertu du Code municipal du Québec (LRQ.c. C-27.1). Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La décision d'inclure ou non un organisme dans le périmètre comptable de la Municipalité repose sur la notion du contrôle de celui-ci par la Municipalité.

a) Périmètre comptable

Aucun organisme n'est inclus dans le périmètre comptable de la municipalité.

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité utilise la méthode de la comptabilité d'exercice selon laquelle les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Les revenus et les dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiement tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

transfert par l'officier de la publicité des droits;

- Les amendes et les pénalités sont constatées lors de l'émission des contraventions;

- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert, la transaction est enregistrée comme gain (perte) sur cession et le produit de cession est enregistré dans la section conciliation à des fins fiscales des états financiers;

- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et des contestations d'évaluation et du passif aux titres des sites contaminés.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au moindre du coût établi selon la méthode de l'épuisement successif et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentant des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera de ces services acquis.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les apports d'immobilisations sont comptabilisés à leur juste valeur ou à une valeur symbolique si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode d'amortissement linéaire et les périodes indiquées ci-dessous :

Infrastructures - Eaux	40 ans
Infrastructures - Chemins et rues	40 ans
Infrastructures - Autres	40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	20 ans

Les immobilisations sont réduites à leur valeur résiduelle si elles ne contribuent à la capacité de la municipalité de fournir des biens et services. De plus, si la valeur estimative du potentiel de service des immobilisations est inférieure à la valeur comptable, celle-ci est réduite à la valeur estimative du potentiel de service.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées aux états financiers dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, qu'une estimation raisonnable des montants est possible, que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition de passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régime de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créiteurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables**Chapitre SP 2200, Information relative aux apparentés**

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Puisque la municipalité n'a enregistré aucune transaction avec des apparentés au cours de l'exercice, aucune information n'a été présentée aux états financiers.

Chapitre SP 3380, Droits contractuels

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3380 Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accord qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Puisque la municipalité n'avait aucun droit contractuel à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers.

Chapitre SP 3320, Actifs éventuels

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Puisque la municipalité n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 2 042 021	3 754 025
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 2 042 021	3 754 025
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 40 000	25 000
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 81 500	62 500
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 216 440	227 167
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 5 720 808	4 094 784
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 3 469 069	2 175 287
Organismes municipaux	15 11 565	27 065
Autres		
- Commandites, mutations, etc.	16 448 603	111 503
-	17	
	18 9 866 485	6 635 806
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 3 252 254	2 375 393
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 3 252 254	2 375 393
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	16 515	17 240
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	16 515	17 240

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La marge de crédit, d'un montant autorisé de 150 000 \$, porte intérêt au taux préférentiel et est renouvelable le 30 avril 2019.

L'emprunt temporaire, d'un montant autorisé de 5 550 000 \$, porte intérêt au taux préférentiel moins 0,35 % et vient à échéance en mai 2019.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	440 900	526 346
Salaires et avantages sociaux	48	84 003	81 617
Dépôts et retenues de garantie	49	232 125	243 711
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus	53	141 086	125 700
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	898 114	977 374

Note

Les crédoeurs comprennent un montant de 431 112 \$ (243 711 \$ en 2017) pour l'acquisition d'immobilisations.

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	30 022	40 164
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	5 061	5 061
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Subventions	68	14 500	
-	69		
-	70		
-	71		
	72	49 583	45 225

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt	Échéance				
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,99	3,00	2019	2023	73	15 079 800	14 304 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	4,50	4,50	2019	2019	80	8 775	17 171
					81	15 088 575	14 321 871
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(51 993)	(100 314)
					83	15 036 582	14 221 557

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2018
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2019	84	92	11 270 000	100	109	8 775	117	11 278 775
2020	85	93	594 600	101	110		118	594 600
2021	86	94	1 096 100	102	111		119	1 096 100
2022	87	95	621 100	103	112		120	621 100
2023	88	96	1 498 000	104	113		121	1 498 000
2024 et +	89	97		105	114		122	
	90	98	15 079 800	106	115	8 775	123	15 088 575
Intérêts et frais accessoires				107			124	
	91	99	15 079 800	108	116	8 775	125	15 088 575

Note**14. Actifs financiers nets (dette nette)**

		2018	2017
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(7 759 235)	(8 212 974)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	(7 759 235)	(8 212 974)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	22 699 906	158	2 264	185		212	22 702 170
Eaux usées	131	5 139 188	159	4 113 872	186	(786 354)	213	10 039 414
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	10 088 938	160	1 110 626	187	(2 525)	214	11 202 089
Autres	133	1 989 458	161		188		215	1 989 458
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	1 560 656	163		190		217	1 560 656
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	1 638 992	165	15 386	192		219	1 654 378
Ameublement et équipement de bureau	138	216 698	166	3 989	193		220	220 687
Machinerie, outillage et équipement divers	139	998 808	167	15 806	194		221	1 014 614
Terrains	140	390 438	168		195	11 548	222	378 890
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>44 723 082</u>	170	<u>5 261 943</u>	197	<u>(777 331)</u>	224	<u>50 762 356</u>
Immobilisations en cours	143	<u>789 138</u>	171	<u>230 072</u>	198	<u>788 879</u>	225	<u>230 331</u>
	144	<u>45 512 220</u>	172	<u>5 492 015</u>	199	<u>11 548</u>	226	<u>50 992 687</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	5 892 816	173	585 400	200		227	6 478 216
Eaux usées	146	2 517 532	174	108 948	201		228	2 626 480
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	3 845 973	175	462 436	202		229	4 308 409
Autres	148	811 068	176	66 826	203		230	877 894
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	810 276	178	37 923	205		232	848 199
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	629 029	180	86 657	207		234	715 686
Ameublement et équipement de bureau	153	168 093	181	16 031	208		235	184 124
Machinerie, outillage et équipement divers	154	701 714	182	53 777	209		236	755 491
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>15 376 501</u>	184	<u>1 417 998</u>	211		238	<u>16 794 499</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>30 135 719</u>					239	<u>34 198 188</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<hr/>			
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	846 563	846 563
Autres	252		
	253	846 563	846 563
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	846 563	846 563
<hr/>			
Note			
<hr/>			

17. Autres actifs non financiers

Frais payés d'avance			
- Assurances	256	62 003	
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	62 003	
<hr/>			

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée en vertu d'une entente intermunicipale relative aux loisirs et à la culture se terminant en 2019 pour laquelle le versement estimé est de 221 983 \$.

La Municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat pour la collecte et le transport des matières résiduelles échéant en 2021 pour un montant total de 462 750 \$ et comportant les versements suivants :

2019 : 154 250 \$
2020 : 154 250 \$
2021 : 154 250 \$

Office municipal d'habitation

La Municipalité participe au déficit de l'Office municipal d'habitation. Sa quote-part annuelle correspond à 10 % du déficit réel de l'Office.

19. Droits contractuels

S/O

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

24. Instruments financiers

S/O

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 127 419	5 154 761			5 154 761	5 078 732
Compensations tenant lieu de taxes	2	55 000	71 223			71 223	65 913
Quotes-parts	3						
Transferts	4	288 488	978 566			978 566	592 506
Services rendus	5	244 550	383 413			383 413	290 875
Imposition de droits	6	135 000	247 672			247 672	390 677
Amendes et pénalités	7	8 500	8 467			8 467	15 617
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	34 000	85 336			85 336	54 475
Autres revenus	10	5 000	245 665			245 665	(152 638)
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	5 897 957	7 175 103			7 175 103	6 336 157
Investissement							
Taxes	13						11 340
Quotes-parts	14						
Transferts	15		4 136 015			4 136 015	3 302 987
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		288 177			288 177	40 684
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		4 424 192			4 424 192	3 355 011
	21	5 897 957	11 599 295			11 599 295	9 691 168
Charges							
Administration générale	22	800 195	836 680	26 828		863 508	751 202
Sécurité publique	23	952 130	953 952	49 090		1 003 042	938 771
Transport	24	787 780	1 553 966	617 801		2 171 767	1 351 105
Hygiène du milieu	25	989 674	896 460	670 766		1 567 226	1 484 828
Santé et bien-être	26	4 617	6 206			6 206	5 058
Aménagement, urbanisme et développement	27	280 691	195 286			195 286	152 793
Loisirs et culture	28	668 183	684 170	53 513		737 683	576 509
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	357 615	423 064			423 064	396 516
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32		1 417 998	(1 417 998)			
	33	4 840 885	6 967 782			6 967 782	5 656 782
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 057 072	4 631 513			4 631 513	4 034 386

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 057 072	4 631 513	4 034 386
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 4 424 192 ) (	( 3 355 011)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 057 072	207 321	679 375
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		1 417 998	1 357 729
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6		11 548	161 017
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 429 546	1 518 746
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	983 878 ) (	887 518 ) (	867 607)
	18	(983 878)	(887 518)	(867 607)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	84 027 ) (	75 735 ) (	18 278)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			145 684
Réserves financières et fonds réservés	22	10 833	85 220	5 605
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		37 322	34 857
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(73 194)	46 807	167 868
	26	(1 057 072)	588 835	819 007
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		796 156	1 498 382

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	4 424 192	3 355 011
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(3 989)	(1 723)
Sécurité publique	3))
Transport	4	1 126 433)	2 022 504)
Hygiène du milieu	5	4 116 137)	2 471 823)
Santé et bien-être	6))
Aménagement, urbanisme et développement	7))
Loisirs et culture	8	245 456)	52 762)
Réseau d'électricité	9))
	10	(5 492 015)	(4 545 366)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12))
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	774 761	163 300
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	75 735	18 278
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		22 050
Excédent de fonctionnement affecté	16		500 000
Réserves financières et fonds réservés	17		75 000
	18	75 735	615 328
	19	(4 641 519)	(3 766 738)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(217 327)	(411 727)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	984 215	942 889	842 719
Charges sociales	2	177 177	156 489	153 046
Biens et services	3	2 940 806	3 667 056	2 570 441
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	357 615	319 519	184 318
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		103 545	212 198
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	343 035	327 745	303 319
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	38 037	32 541	33 012
Amortissement des immobilisations	14		1 417 998	1 357 729
Autres				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	4 840 885	6 967 782	5 656 782

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14
	15
	16

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 978 544	3 585 486
Excédent de fonctionnement affecté	2	180 514	177 415
Réserves financières et fonds réservés	3	851 041	514 687
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	21 124 ) (	177 821)
Financement des investissements en cours	5	(825 268)	(586 367)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	23 273 114	19 291 908
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	27 436 821	22 805 308
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 978 544	3 585 486
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	3 978 544	3 585 486
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Collecte sélective	12	164 365	164 365
- Incendie	13	7 300	7 300
- Activités culturelles	14	5 750	5 750
- Abattoir	15	3 099	
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	180 514	177 415
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	180 514	177 415
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Vidange fosses septiques	27	2 245	35 725
- Construction nouvelle caserne	28	400 000	
-	29		
-	30		
-	31		
	32	402 245	35 725
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	40 000	25 000
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	408 796	387 222
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Propriétés destinées revente	45		66 740
-	46		
	47	448 796	478 962
	48	851 041	514 687

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	62 084) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 (	62 084) (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	40 960
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	78 283
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	40 960
	81 (	21 124) (
		177 821)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	711 227	499 740
Investissements à financer	83 (	1 536 495 ) (	1 086 107)
	84	(825 268)	(586 367)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	34 198 188	30 135 719
Propriétés destinées à la revente	86	846 563	846 563
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	35 044 751	30 982 282
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	35 044 751	30 982 282
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	15 036 582 ) (	14 221 557)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	51 993 ) (	100 314)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	3 252 254	2 375 393
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	62 084	256 104
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	11 774 237 ) (	11 690 374)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	(2 600)) ()
	100 (	11 771 637 ) (	11 690 374)
	101	23 273 114	19 291 908

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif à cotisations déterminées dont la part de la municipalité est de 3 % du salaire brut de l'employé

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114 16 515	17 240

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	

Description du régime

S/O

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	
	119	

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 343 659	3 381 991	3 258 733
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	190 677	198 903	194 651
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 534 336	3 580 894	3 453 384
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	550 000	534 436	535 977
Égout	11	190 000	153 382	244 494
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	236 297	240 487	287 815
Autres				
- Vidange des fosses	14	35 897	36 584	35 725
- Cours d'eau	15	3 000	4 028	2 087
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		24 038	23 592
Service de la dette	18	565 824	561 581	483 483
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	12 065	19 331	12 175
Activités d'investissement	21			11 340
	22	1 593 083	1 573 867	1 636 688
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 593 083	1 573 867	1 636 688
	27	5 127 419	5 154 761	5 090 072

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	55 000	71 223
	36	55 000	71 223
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	55 000	71 223
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	55 000	71 223
			65 913

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55	12 441	7 095
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	100 656	97 296
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	61 170	198 283
Réseau de distribution de l'eau potable	69	13 915	55 565
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71	10 491	82 858
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	44 950	44 951
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74	13 060	35 871
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	2 880	15 500
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	231 182	537 419

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	764 569	1 332 312
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		421 930
Traitement des eaux usées	109	3 218 066	652 674
Réseaux d'égout	110		896 071
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	153 380	
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	4 136 015	3 302 987

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	57 306	57 307	55 087
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	57 306	57 307	55 087
TOTAL DES TRANSFERTS	141	288 488	5 114 581	3 895 493

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147	60 000	112 554
Sécurité civile	148		75 042
Autres	149		
	150	60 000	112 554
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		3 729
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		3 729
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité	182		
	183	60 000	112 554
			78 771

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autres	186	11 600	14 631
	187	11 600	14 631
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191		
	192		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195	500	10 721
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201	500	10 721
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203	4 500	5 033
Traitement des eaux usées	204		41 441
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206	2 800	1 701
Matières recyclables	207	2 500	1 396
Autres	208	1 200	1 589
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211	2 000	3 274
	212	13 000	54 434
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217	13 555	13 555
Rénovation urbaine	218		
Promotion et développement économique	219		
Autres	220		
	221	13 555	13 555
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222	56 600	79 179
Activités culturelles			
Bibliothèques	223		
Autres	224	89 295	98 339
	225	145 895	177 518
Réseau d'électricité			
	226		
	227	184 550	270 859
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	244 550	383 413
			290 875

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	35 000	30 275	49 937
Droits de mutation immobilière	230	100 000	217 397	340 740
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	135 000	247 672	390 677
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	8 500	8 467	15 617
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	34 000	85 336	54 475
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		(11 548)	(161 017)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			300
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	5 000	545 390	48 763
	246	5 000	533 842	(111 954)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	99 695	98 933			98 933	90 444
Greffe et application de la loi	2	3 000	1 919			1 919	21 464
Gestion financière et administrative	3	618 770	656 545	26 828		683 373	481 451
Évaluation	4	73 630	73 627			73 627	154 304
Gestion du personnel	5	5 100	4 669			4 669	2 417
Autres							
- Mauvaises créances	6		987			987	1 122
-	7						
	8	800 195	836 680	26 828		863 508	751 202
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	611 104	634 179			634 179	597 342
Sécurité incendie	10	301 100	277 843	49 090		326 933	301 399
Sécurité civile	11	5 406	5 405			5 405	5 341
Autres	12	34 520	36 525			36 525	34 689
	13	952 130	953 952	49 090		1 003 042	938 771
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	624 925	1 373 327	607 799		1 981 126	1 200 501
Enlèvement de la neige	15	89 755	61 616			61 616	68 817
Éclairage des rues	16	52 000	84 367	10 002		94 369	60 556
Circulation et stationnement	17	21 000	34 656			34 656	21 231
Transport collectif							
Transport en commun	18	100					
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	787 780	1 553 966	617 801		2 171 767	1 351 105

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	343 890	369 793		369 793		367 790
Réseau de distribution de l'eau potable	24	59 630	18 916	496 580	515 496		530 388
Traitement des eaux usées	25	119 935	115 039		115 039		86 993
Réseaux d'égout	26	46 609	22 572	174 186	196 758		176 887
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	41 000	41 218		41 218		39 786
Élimination	28	123 015	107 326		107 326		113 563
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	58 250	58 607		58 607		57 460
Tri et conditionnement	30	15 300	16 028		16 028		13 611
Matières organiques							
Collecte et transport	31	54 900	38 202		38 202		58 967
Traitement	32	35 460	27 184		27 184		31 332
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	10 000	5 278		5 278		5 621
Protection de l'environnement	38	9 685	6 234		6 234		
Autres	39	72 000	70 063		70 063		2 430
	40	989 674	896 460	670 766	1 567 226		1 484 828
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	4 617	6 206		6 206		5 058
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	4 617	6 206		6 206		5 058
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	230 691	192 624		192 624		152 793
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	50 000	2 662		2 662		
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	280 691	195 286		195 286		152 793

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	186 066	192 278		192 278	184 354
Patinoires intérieures et extérieures	54	32 770	24 241		24 241	22 696
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	132 753	89 790	38 632	128 422	86 216
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	251 000	310 192		310 192	207 959
	60	602 589	616 501	38 632	655 133	501 225
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	65 594	67 669	14 881	82 550	75 284
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	65 594	67 669	14 881	82 550	75 284
	67	668 183	684 170	53 513	737 683	576 509
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	357 615	374 744		374 744	348 776
Autres frais	70		48 320		48 320	47 740
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	357 615	423 064		423 064	396 516
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75		1 417 998	(1 417 998)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Germain-de-Grantham

Code géographique : 49048

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	2 264	539 705
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	4 109 063	786 354
Conduites d'égout	4	4 809	1 145 764
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 110 627	1 925 453
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	230 071	38 310
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	15 386	97 050
Ameublement et équipement de bureau	18	3 989	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	15 806	12 730
Terrains	20		
Autres	21		
	22	5 492 015	4 545 366

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	2 264	539 705
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25	4 109 063	786 354
Conduites d'égout	26	4 809	1 145 764
Autres infrastructures	27	1 110 627	1 925 453
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	265 252	148 090
	34	5 492 015	4 545 366

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	387 222	21 574	408 796
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	10 066 802	499 940	9 907 565
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 569 754	333 147	1 599 860
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	12 023 778	854 661	11 916 221
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 375 393	1 053 739	176 878
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	2 375 393	1 053 739	176 878
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	(77 300)	(79 900)	(79 900)
	14	2 298 093	973 839	99 578
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	2 298 093	973 839	99 578
	19	14 321 871	1 828 500	1 061 796
Dette en cours de refinancement	20	()	()	()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	14 321 871	1 828 500	1 061 796
				15 088 575

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	15 088 575
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 536 495
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	408 796
--	---	---------

Débiteurs	9	3 252 254
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	(79 900)
-----------------	----	----------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	13 043 920
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	13 043 920
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	306 095
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	13 350 015
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	13 350 015
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2	73 630	73 627	67 947
Autres	3	108 820	108 875	86 356
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	100		
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	138 315	123 354	127 174
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	22 170	21 889	21 842
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	343 035	327 745	303 319

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 404 687	4 524 262
Frais de financement	4	87 328	21 104
Autres	5		
	6	5 492 015	4 545 366

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	3,00	37,00	4 888,00	153 637	30 989	184 626
Professionnels	2						
Cols blancs	3	10,00	35,00	11 171,00	272 438	54 881	327 319
Cols bleus	4	13,00	40,00	15 795,00	324 123	55 574	379 697
Policiers	5						
Pompiers	6	24,00	15,00	5 227,00	109 160	10 349	119 509
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	50,00		37 081,00	859 358	151 793	1 011 151
Élus	9	7,00			83 531	4 696	88 227
	10	57,00			942 889	156 489	1 099 378

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	72 673				72 673
Réseau de distribution de l'eau potable	13	14 450				14 450
Traitement des eaux usées	14		1 279 472	1 938 594		3 218 066
Réseaux d'égout	15	20 255				20 255
Autres	16	419 168	302 652	1 054 876	12 441	1 789 137
	17	526 546	1 582 124	2 993 470	12 441	5 114 581

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	880	2 463
	4	880	2 463
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	3 853	4 760
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	3 853	4 760
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	90 031	76 042
Enlèvement de la neige	11	3 752	4 060
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	93 783	80 102
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	300 612	300 341
Traitement des eaux usées	18	21 473	5 534
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	322 085	305 875
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 463	3 316
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	2 463	3 316
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	423 064	396 516

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
NATACHA TESSIER	21 316	10 658
SARAH MCALDEN	6 187	3 094
CHANTAL ST-MARTIN	6 187	3 094
PATRICE BOISLARD	6 187	3 094
CHANTAL NAULT	6 187	3 094
SYLVAIN PROULX	6 187	3 094
STÉPHANE GAUTHIER	6 187	3 094

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du <i>Volet entretien du réseau local</i> (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ	24	58 056 \$
Total des frais encourus admissibles au volet ERL :		
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	25	\$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver	26	119 545 \$
b) Dépenses d'investissement	27	\$
c) Total des frais encourus admissibles	28	119 545 \$
d) Description des dépenses d'investissement :		
e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :		
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :		
a) Numéro de la résolution	29	022.01.19
b) Date d'adoption de la résolution	30	2019-01-14

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Germain-de-Grantham

Code géographique : 49048

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham

RAPPORT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-GERMAIN-DE-GRANTHAM (la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état du taux global de taxation réelle au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

FBL s.e.n.c.r.l.
Société de comptables professionnels agréés
Drummondville, Québec

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A103309

DATE 2019-05-13

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	5 154 761
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	393 315
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	24 038
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>4 737 408</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	510 929 800
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>511 896 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>511 413 100</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , 9 | 2 | 6 | 3 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Germain-de-Grantham

Code géographique : 49048

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	3 471 478
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	186 835
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	3 658 313

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	552 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	199 675
Matières résiduelles	13	277 917
Autres		
- Vidange fosses septiques	14	34 075
- Cours d'eau	15	3 000
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	605 651
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	13 700
Activités d'investissement	21	
	22	1 686 018
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 686 018
	27	5 344 331

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	70 000
	9	70 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	70 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	70 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 335 485 075	X 5 0,5821	/100\$ 6 1 955 197				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 9 731 500	X 8 0,5821	/100\$ 9 56 714				
Immeubles non résidentiels	10 43 263 430	X 11 1,0827	/100\$ 12 465 434				
Immeubles industriels	13 55 121 415	X 14 1,0827	/100\$ 15 595 209				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22 68 450 880	X 23 0,5821	/100\$ 24 398 924				
Total			25 3 471 478	26 ()	27 ()	28	29 3 471 478
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	[] [6] [0] , [0] [0] \$
Égout	2	[] [] [] , [] [] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [7] [5] , [0] [0] \$
Matières résiduelles	5	[1] [1] [9] , [8] [4] \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
DETTE AQUEDUC	0,0377	1	SECTEUR AQUEDUC
DETTE ÉGOUT	0,0301	1	SECTEUR ÉGOUT
RÈGLEMENT 306-05	0,0147	2	
RÈGLEMENT 310-05	0,0027	2	
RÈGLEMENT 310-05	17,2439	3	
RÈGLEMENT 327-06	0,1121	2	
RÈGLEMENT 327-06	26,4326	3	
RÈGLEMENT 378-09	42,3838	4	
RÈGLEMENT 456-12	123,1200	4	
CONSOMMATION EAU	0,6600	5	
EXCÉDENT RÉSIDENTIEL - EAU	1,0000	5	> 227 MÈTRES CUBES
EXCÉDENT COMM. ET INDUS - EAU	1,5000	5	> 227 MÈTRES CUBES
TEU - COMMERCE ET INDUSTRIE	100,0000	4	
EXCÈDENT CONSOMM. ÉGOUT	0,3300	5	> 227 MÈTRES CUBES
MATIÈRES RÉSIDUELLES - CHALET	18,4300	4	
ÉCOCENTRE	19,8600	4	
CRÉDIT LUMINAIRES	30,3900	4	PAR 2E LUMINAIRE
PROTECTION INCENDIE	30,0000	4	RÉSIDENCE NON DESSERVIE
PROTECTION INCENDIE	15,0000	4	TERRAIN VACANT
PROTECTION INCENDIE	15,0000	4	AUTRES IMM ET ÉQUIP
RÈGLEMENT 258-04	33,7280	3	
RÈGLEMENT 518-15	34,9300	3	
RÈGLEMENT 522-15	27,6790	3	
RÈGLEMENT 522-15	0,3866	2	
RÈGLEMENT 538-16	31,4600	3	
RÈGLEMENT 538-16	0,5880	2	
RÈGLEMENT 546-16	315,1830	4	
VIDANGE FOSSES SEPTIQUES	78,5100	4	PAR FOSSE

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	5 344 331
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	490 402
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	4 853 929

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 512 052 300

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12

		0
--	--	---

 ,

9	4	7	9
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	293 306	373 698			65 975	464 065
De secteur	2	15 786	20 112			3 551	24 976
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	51 172	65 197			11 510	80 963
Autres	5	91 280	116 299			20 532	144 423
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	451 544	575 306			101 568	714 427

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	2 274 434			3 471 478
De secteur	10	122 410			186 835
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	396 809			605 651
Autres	13	707 833			1 080 367
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	3 501 486			5 344 331

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	347 366 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>5 145 215 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>947 924 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>405 978 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-19</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nathalie Lemoine , atteste que le rapport financier de Saint-Germain-de-Grantham pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-13.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-Germain-de-Grantham.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Germain-de-Grantham consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-Germain-de-Grantham détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-14 16:54:52

Date de transmission au Ministère :